

L'UNIVERSITÉ OUVRE LE WEB AUX AVEUGLES



Ce mini-clavier traduit en Braille les informations affichées par cette tablette numérique.

Technologies Un portail vient d'être mis en ligne pour sensibiliser les professionnels d'Internet

Comment concevoir le Web pour les personnes aveugles et déficientes visuelles ? Hier l'université Nice Sophia Antipolis a mis en ligne une réponse : le portail www.access-key.org. L'aboutissement d'un travail colossal réalisé par des ingénieurs et professionnels. Pendant sept ans, ils ont scruté les évolutions, travaillé sur des projets, récolté et synthétisé des données pour les rendre accessibles à tous.

L'objectif : former et sensibiliser les professionnels du Web aux difficultés que peut rencontrer un aveugle à la lecture de certaines pages du Net. « Cette plate-forme en ligne apporte des solutions concrètes et immédiatement applicables aux webmasters, aux enseignants, aux formateurs... », explique l'un des responsables du projet, Christophe Rousseau.

Un dispositif qui servira notamment à sensibiliser, grâce à des vidéos avec, par exemple, la manière dont un aveugle utilise le Braille, mais aussi à les

former, grâce au téléchargement d'une valise pédagogique ou support de cours pour les professionnels du Web, afin qu'ils puissent développer des sites conformes à la réglementation.

Avec 1,7 million de déficients visuels en France, soit trois français sur cent, l'initiative prend tout son sens.

Des sites pas adaptés

« Nous devons travailler là-dessus car le nombre de personnes non-voyantes ne va pas diminuer », précise Victor Roos vice-président de la Fédération des aveugles et handicapés visuels de France. Et le temps presse puisqu'un décret datant de 2009 obligera, à partir de mai 2012, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent à mettre leurs sites « aux normes ». Mais il reste du chemin à parcourir puisque la majorité des sites en ligne sur Internet ne sont pas adaptés. Le gouvernement a décidé, le 8 juin dernier, de débloquer une enveloppe de 25 millions d'euros sur trois ans devant l'urgence de la situation.